Sciences historiques

Jorge Martínez-Pinna, *El nacimiento de la República romana (ca. 509-486 A.C.)* (Libera res publica) : Séville-Saragosse, Editorial Universidad de Sevilla/Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2020, 474 pages.

Ce gros livre de notre collègue Jorge Martínez-Pinna, professeur d'histoire romaine à l'Université de Malaga, est un ouvrage important, qui ne manquera pas de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent à ce moment capital de l'histoire de l'*Vrbs* que fut le passage de la monarchie au régime de la *libera res publica*. Il suscitera vraisemblablement des débats : l'auteur y présente une vision très personnelle des événements, prenant sur plusieurs points importantes une position qui n'est pas celle qu'on peut qualifier de *communis opinio* et celle-ci ne sera certainement pas acceptée par tous. Mais ce n'est certainement pas à nos yeux un défaut, bien au contraire : il est sain, et nécessaire dans une telle problématique, de montrer qu'il n'existe jamais de certitude acquise, que chaque historien doit avoir conscience qu'il est amené à trancher entre différentes possibilités, et qu'il lui faut ne jamais négliger ce qui doit être la base de son travail, l'examen rigoureux de toutes les sources, sans en omettre a priori aucune même lorsqu'elle témoignent d'une tradition marginale, en les replaçant dans ce que nous pouvons appréhender du contexte général aussi par d'autres voies, comme la prise en considération des données archéologiques, et bien sûr aussi en tenant compte de tout ce qui a pu être écrit sur le sujet par les savants modernes. De ce point de vue, l'ouvrage de J. Martínez-Pinna est impressionnant : il offre une bibliographie de 64 pages, qu'on peut considérer comme exhaustive sur le sujet, et cette bibliographie est maîtrisée et discutée, ce qui n'est pas toujours le cas. Nous l'avons dit, sur bien des points, l'auteur nous oblige à prendre du recul par rapport à la vision la plus courante et nous force à nos interroger sur son fondement. Ainsi, par rapport au *topos* qu'est devenue la définition du règne du dernier Tarquin, ou plus généralement la monarchie romaine du VI^e^ siècle av. J.-C. comme une tyrannie, il souligne, avec raison, que l'image qui nous en est donnée est le résultat d'une longue histoire de la construction d'une représentation du *regnum* qui doit certainement beaucoup aux accusations contre les *adfectatores regni* des débuts de la période républicaine, et bien sûr au concept de tyrannie tel qu'il s'est développé en Grèce, mais sensiblement après l'éviction des Tarquins de Rome. Pour lui, ce n'est pas Porsenna qui est responsable du départ du dernier roi – comme nous-même, après bien d'autres, l'avons soutenu. Il ne voit dans le personnage qu'un acteur relativement secondaire des événements qui se sont alors déroulés, sa cité de Chiusi ayant été, d'après ce que nous pouvons en connaître à cette époque, bien incapable de lui fournir une base suffisante pour une entreprise de domination du Latium, voire de tentative de mainmise sur le Campanie ; à ses yeux, selon une position qui avait déjà été celle de T. J. Cornell, « el interés de los etruscos por controlar el Lacio para dejar libre la vía hacia Campania es un mito moderno » et l'entreprise de Porsenna aurait été celle d'un chef de bande étrusque comme il en a existé d'autres, à commencer par les frères Vibenna. De même l'idée d'une organisation déjà solide d'une ligue latine qui aurait affronté le fils de Porsenna à Aricie, recevant l'aide d'Aristodème de Cumes, et plus généralement des considérations de grande politique extérieure, qui auraient impliqué le Latium, les Grecs de Cumes, les Étrusques avec Porsenna paraissent anachroniques à l'auteur ; pour lui, on ne peut vraiment parler d'organisation politico-militaire des Latins, ou au moins d'une

partie d'entre eux, qu'avec la structuration autour de Tusculum que révèle le fragment de Caton sur le *lucus* d'Aricie, et la victoire romaine au lac Régille, avec la mort d'Octavius Mamilius, y mit fin. Quant aux Tarquins, ils ne se seraient pas réfugiés alors auprès d'Aristodème, mais J. Martínez-Pinna attire l'attention sur la tradition alternative, généralement négligée, qui figure chez Eutrope et Augustin, selon laquelle le roi serait mort à Tusculum. La réalité historique à chercher serait celle d'un coup d'État fomenté par Brutus, mais bien sûr la galerie de personnages légendaires comme Horatius Cocles, Mucius Scaevola, Lucrèce, Clélie serait venue enjoliver les faits – en un processus dont l'auteur étudie précisément les implications gentilices ou la mise en forme narrative (sans, il faut le noter, faire appel à des données comparatives, comme celles qui permettraient de reconnaître dans Cocles et Scaevola le couple du borgne et du manchot qui se retrouve ailleurs dans le monde indo-européen, ou dans la figure de Scaevola la contrepartie du gaucher qui réussit alors que lui, agissant de la main droite, échoue, et que B. Lincoln avait reconnue dans la figure biblique d'Ehoud). L'analyse des données internes est aussi suggestive. Dans la ligne de la préface du livre II de Tite-Live, J. Martínez-Pinna souligne bien ce qu'on peut tenir pour essentiel dans ce qui s'est passé à Rome en 509 av. J.-C. : l'institution non d'un nouveau type de pouvoir, la nature de l'*imperium* restant la même, mais le fait que le détenteur en est désormais non plus un monarque détenant un pouvoir à vie, mais des magistrats soumis au principe de l'annualité et de la collégialité, et cela quelle qu'ait été la dénomination primitive des nouveaux chefs de l'État et la répartition de leur pouvoir. Renvoyant à juste titre dos à dos la thèse voyant dans ce qui s'est passé le résultat d'une révolution et celle qui y verrait un simple prolongement d'une évolution en cours, notre collègue de Malaga nous incite à nous pencher une fois de plus sur ce tournant capital de l'histoire romaine. Même ceux qui ne le suivront pas dans le détail de son analyse ne peuvent que lui en être très reconnaissants.

Dominique Briquel.

Charles Davoine, *La Ville défigurée. Gestion et perception des ruines dans le monde romain (Ier siècle a.C. - IVe siècle p.C.)* (Scripta antiqua, 144) : Bordeaux, Ausonius éditions, 430 pages.

L'ouvrage de Charles Davoine est la concrétisation de sa thèse. Il est consacré à la gestion et la perception des ruines dans le monde romain, c'est-à-dire à un pan de la civilisation souvent marginalisé, considéré comme une rupture dans un espace urbain idéalisé, alors qu'il est une composante à part entière de cet espace perpétuellement occupé. Le livre présente une étude très dense, puisque l'ensemble de l'Empire est étudié du Ier siècle av J.-C. au IVe siècle ap. J.-C. L'ouvrage est centré sur un concept difficile à définir, sur un contre-modèle qui se forme en opposition à un idéal d'ornementation architecturale. Il est, à ce titre, davantage assimilé à une gêne, à une incapacité à entretenir un bien, plutôt qu'à la trace glorieuse d'un âge d'or révolu.

Le chapitre 1 est consacré au vocabulaire de la ruine, ce qui est d'autant plus complexe que les limites du concept sont difficiles à définir. La question posée est justement celle des critères qui permettent de définir l'état de ruine, critères qui semblent pouvoir être posés de façon scientifique par une étude lexicographique. La difficulté de cette approche est reconnue par l'auteur lui-même : quand on parle de ruines, on évoque finalement un très grand spectre d'états de dégradation possibles, engendrés par une multiplicité de causes potentielles, autant de variations

qui ne peuvent pas être rendues de façon suffisamment fine par la langue. Le vocabulaire étudié est toujours en adéquation avec l'état de dégradation du bâti, mais les différents stades de ruines ne sont pas caractérisés par l'emploi d'expressions discriminantes.

Le chapitre 2 est centré sur les stratégies définies pour éviter la ruine, et donc sur la législation de la démolition, qui est souvent liée aux spéculations. On retient que l'aspect de la cité est la préoccupation essentielle, avec un assouplissement de la législation au IIe siècle qui permet de démolir des *domus* ou des *uillae* si les ornements récupérés ont vocation à embellir l'espace public, à enrichir le paysage urbain. C'est bien la gestion de cet espace public qui est au cœur de la problématique, sphère pour laquelle la restauration s'impose comme la règle par défaut.

Le chapitre 3 est dédié aux questions de restauration dont le coût est souvent le principal frein, que ce soit dans la sphère publique ou dans la sphère privée. Les cités accordent une attention particulière à l'entretien des résidences privées, avec la confiscation comme dernier couperet. Pour les biens publics, les notables locaux jouent un rôle essentiel puisque les célébrations liées aux restaurations favorisent l'évergétisme. Dans les deux cas, les restaurations massives consécutives aux catastrophes naturelles ou aux incendies sont les plus problématiques au vu des sommes en jeu. L'aide impériale est alors sollicitée mais l'empereur s'appuie de plus en plus sur son réseau de gouverneurs, politique qui engendrera la préservation des édifices publics, ou la dilapidation des biens. La chancellerie impériale renforcera alors les opérations de contrôle et à partir du milieu du IVe siècle, les gouverneurs doivent concentrer leurs efforts sur la restauration, laissant les nouvelles constructions sous l'égide de riches investisseurs privés.

Le chapitre 4 est celui de la lecture par le négatif, à savoir toutes ces actions inhérentes à la présence des ruines dans une cité, mais dont on ne parle pas : la destruction, l'occupation de la ruine et son abandon. La civilisation romaine est une civilisation du pragmatisme, et à ce titre, la ruine n'y trouve pas sa place. La poésie de la ruine n'existe pas, l'esthétisme des ruines n'est pas perçu et ces dernières ne présentent donc aucun intérêt tangible. Dès lors, si la ruine ne peut pas être restaurée, elle ne peut survivre en tant que telle : elle doit être démolie ou transformée. La gestion des décombres est complexe avec les moyens techniques de l'époque et le fait de raser une ruine ou de la reconstruire s'inscrit dans un cadre juridique particulier. Les sources font donc le plus souvent état de restaurations, en gommant ces phases pourtant préalables sur lesquelles on aimerait être mieux renseignés. Dans les rares cas où le souvenir du passé est prégnant, comme pour la cabane de Romulus perpétuellement reconstruite sur le Palatin (et peut-être sur le Capitole sous forme d'un second exemplaire), on reconstruit régulièrement à l'identique, mais sans que la notion d'authenticité entre en jeu.

Le chapitre 5 est dédié au statut de la ruine et donc à son identité juridique. L'édifice qui a notamment perdu son ornementation vient rompre l'harmonie de l'espace urbain dans le sens où il brise sa continuité et défigure la cité : sa présence est ressentie comme une *deformitas*. Quand la végétation y prospère, la nature l'emporte sur l'architecture, faute d'entretien, et la ruine entache la civilisation urbaine. Cet état de laideur est assimilé à une négligence civique.

Le chapitre 6 s'ouvre sur une réflexion autour du topos sur le temps qui passe, entraînant la mort des êtres et la destruction des villes, même si ces dernières ont le privilège de pouvoir renaître. Ce concept de renaissance a été habilement utilisé par le pouvoir impérial qui a assimilé les ruines de l'*Vrbs* à la négligence des traditions, l'incurie des autorités et donc aux troubles politiques de la fin de la République. Les ruines sont le marqueur des conflits entre citoyens. Celui qui restaurera la Ville pour lui rendre sa dignité ramènera aussi la Paix et l'ordre dans l'État, annonçant le retour

d'un âge d'or. C'est du moins ainsi que le pouvoir politique légitime son pouvoir à partir de l'époque augustéenne. Avec la fin du IVe siècle, la conservation de l'héritage menacé du passé, devient plus importante que toute nouvelle construction mais la philosophie générale reste la même : il ne faut pas laisser la ruine défigurer les cités.

Le titre principal de cette monographie, « La ville défigurée », est excellent. L'adjectif choisi par l'auteur est fortement dépréciatif dans l'imaginaire collectif. On l'associe à l'horreur, aux visages des soldats défigurés pendant la première guerre mondiale. C'est bien ainsi que les Romains percevaient la ruine, comme une entité sans valeur, sans esthétisme, et ne dégageant bien sûr aucune poésie. Ils n'aiment pas les ruines, à l'exception des ruines des temps héroïques qui méritent d'être chantées. L'auteur montre qu'à l'époque étudiée, les ruines sont naturellement destinées à la restauration, ou, dans le pire des cas, à la transformation, mais en évitant tant que possible la démolition qui entraîne du désordre dans la cité. Elles ne peuvent d'ailleurs pas être intégrées à l'espace urbain en tant que tel : le bâtiment ruiné doit à tout prix retrouver sa forme et son identité pour pouvoir être utilisé et ainsi ne plus défigurer l'espace urbain. L'édifice restauré est le garant de la pérennité de la cité, et c'est à ce titre que le pouvoir romain s'en préoccupe. Aujourd'hui, le courant romantique a marqué nos mentalités, au point que nous trouvons souvent plus esthétique une ruine abandonnée et envahie de végétation qu'un bâtiment abusivement restauré, où la ruine disparaît sous une construction contemporaine bétonnée, qui ne présente ni le confort et les installations techniques d'un bâtiment construit *ex nihilo*, ni l'intérêt de préserver la connaissance du passé. Ce schéma est bien loin de la vision romaine de la ruine, qui est conceptualisée comme un problème d'ordre civique. C'est le signe, comme le dit l'auteur lui-même dans sa conclusion « qu'on a changé d'époque ».

L'auteur s'est attelé à un travail complexe par sa nature même, puisque le concept était déjà difficile à cerner. C'est le contre-modèle même du beau paysage urbain qui est ici appréhendé, avec d'autant plus de succès que les sources y sont étudiées avec finesse et rigueur. On regrettera simplement l'absence de marquage dans la hiérarchie des sous chapitres, ce qui oblige le lecteur à d'incessants retours à la table des matières. C'est un choix propre à l'éditeur, qui ne peut donc pas incomber à l'auteur dont le propos est magistralement bien organisé.

Sophie Madeleine.

Filippo Coarelli, *Il Foro Romano.* Volume 3. *Da Augusto al tardo Impero* : Rome, Quasar, 2020, 322 pages et 106 figures dans le texte (plans, schémas, dessins, photographies en noir et blanc), bibliographie, index.

Avec ce troisième volume consacré à la topographie du Forum, F. Coarelli achève la série qu'il avait commencée en 1983 avec le volume consacré à la période la plus ancienne (**Periodo arcaico*) et continuée en 1985 avec un autre, traitant de la période républicaine et du règne d'Auguste (***Periodo repubblicano e augusteo*). Poursuivant dans la ligne chronologique, il aborde cette fois l'époque du Principat, jusqu'aux développements de l'Antiquité tardive. On y trouvera ainsi une étude remarquable d'un événement dont on n'a généralement guère conscience de l'importance : l'incendie qui ravagea le Forum sous le règne de l'empereur Carin, en 283, et qui détruisit nombre de ses édifices (comme la Curie, les basiliques Iulia et Paula, le Graecostadium, et en outre le voisin Forum de César). L'auteur montre combien cet incendie, un peu oublié, a donné lieu à une réorganisation profonde, jusque dans sa signification idéologique dans le cadre du régime de la tétrarchie qui

se mit en place avec Dioclétien, de ce qu'avait été jusque-là la partie nord-ouest du Forum : on assiste non seulement à l'édification de nouveaux rostres, mais à un changement complet de l'apparence et de la signification même des lieux, avec l'érection sur ces rostres de cinq colonnes, qui devaient être, pour quatre d'entre elles, surmontées des statues des tétrarques, et pour la cinquième, au centre, de celle de Jupiter. La base des *decennalia*, qu'on voit encore aujourd'hui, avec sa scène de suovétaurile, acquiert ainsi une portée qui va bien au-delà de la célébration du dixième anniversaire de la montée sur le trône de Dioclétien et Maximin, mais en fait le signe d'une véritable refondation de l'*Vrbs*, au moins dans son centre le plus emblématique, à proximité de l'*umbilicus Vrbis* (ce qui renforce encore l'identification du monument, proposée par l'auteur mais parfois contestée, avec le lieu par excellence de la fondation de la cité qu'était le *mundus*). L'érection concomitante sur le côté de la place d'une série de colonnes, dont celle de l'empereur byzantin, Phocas, qui, datée par son inscription de 608, nous apparaît comme le dernier monument du Forum, ne sera que la réfection ultérieure de l'une d'elles, témoigne du bouleversement idéologique qui a affecté l'ancien espace qui s'inscrivait dans la ligne de la tradition de la République. Mais, bien avant ces réfections tardives, F. Coarelli montre combien le Principat a imprimé sa marque sur les lieux. Il discute en détail la question du Cheval de Domitien (et aborde concomitamment celle des statues équestres de Septime Sévère et Constantin), il se penche sur l'édification des sanctuaires liés au culte des empereurs, les différents temples d'Auguste, ceux de Vespasien (dont la statue serait à reconnaître dans un portrait colossal conservé au musée de Naples) et Antonin et Faustine. Mais en réalité l'auteur ne s'en tient pas à la période impériale, et on ne le lui reprochera certes pas : ce nouveau livre lui donne l'occasion de revenir sur des points qu'il avait abordés dans ses ouvrages antérieurs sur le Forum – qui furent rédigés plus de trente ans avant celui-ci. Il en profite, et on lui en saura gré, pour reprendre des idées très intéressantes qu'il y avait émises mais qui n'ont pas toujours reçu un écho favorable, comme, sur la *uexata quaestio* du *mundus* et de sa double localisation, communément acceptée, soit sur le Palatin, soit sur le Forum, la remarque que le texte de Plutarque, considéré comme un tenant de la seconde localisation, peut se comprendre comme admettant deux étapes successives dans le processus de fondation, sur la colline puis dans l'aire sous-jacente. La bibliographie plus récente permet à l'auteur d'enrichir certaines de ses analyses : nous citerons seulement, fondée sur l'étude de Michel Humm, la mise en relation de l'érection, au tout début du III^e^ siècle av. J.-C., d'une statue de Pythagore et d'une d'Alcibiade, avec les modèles qu'ils étaient susceptibles de représenter pour les classes d'âge des *senes* et des *iuuenes*, choisis dans un contexte philoathénien, mais hostile à Tarente et à Syracuse. Avec ce dernier volet de la trilogie, l'exploration méthodique et tellement riche d'enseignements que F. Coarelli a entreprise du Forum romain se trouve parachevée ; on ne peut qu'admirer le résultat ce cette enquête qui l'aura occupé plus de trois décennies.

Dominique Briquel.

Bernadette Cabouret, *La Société de l'Empire romain d'Orient : IV^e^-VI^e^ siècle.* Préface de Maurice Sartre (Histoire) : Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 415 et XVI pages de planches.

Il est rare qu'une « quatrième de couverture » soit aussi attractive. Et le lecteur n'est pas déçu. Précédé de la préface de M. Sartre qui souligne les difficultés de l'entreprise, l'ouvrage commence par préciser (p. 13-20) la périodisation retenue

(306-527), la nature des sources utilisées (littéraires bien sûr, mais aussi épigraphiques, papyrologiques et archéologiques), les sujets non traités ou esquissés (l'armée) et indique l'objectif poursuivi : « discerner comment la société fonctionne, pourquoi elle évolue ou se perpétue » (p. 20). Un « chapitre introductif » (p. 21-38) portant sur le « cadre géographique et [le] peuplement » complète les pages précédentes (relief, climat, démographie, société rurale), avec quelques données chiffrées fort suggestives. L'ensemble est articulé en quatre grandes parties où l'auteur affirme sa vision d'historienne : « les élites » (I), les inégalités sociales et [les] mécanismes compensateurs » (II), les « activités économiques, société et travail » (III), et les « cadres familiaux : enjeux culturels et spirituels » (IV).

Nous parcourons ainsi (chapitre 1, p. 41-66) l'influence et la prédominance du pouvoir impérial, le prestige du sénat oriental, fondé sur la richesse foncière et dont le recrutement, puis la coopération, sont organisés par une loi de Constance II en 361, et qui assure nombre de fonctions ou services prestigieux. Des élites municipales (chapitre 2, p. 67-93), notre connaissance découle de l'observation de quelque 900 cités pour le diocèse d'Orient, ce qui permet de décrire ce qu'on a appelé la « désertion des curies », ainsi que la nature des charges des curiales et le rôle de ces « conseils de notables ». Le chapitre 3, « Modes et vie » (p. 95-123) nous plonge dans la vie quotidienne : calendrier, habitat urbain et rural, le « goût du bain et le goût du luxe », les pratiques alimentaires, les vêtements et les loisirs : un exposé très vivant, véritable mine pour les commentaires de nombreux textes.

La deuxième partie offre d'abord une utile mise au point sur les signes extérieurs de richesse et les différents aspects de la pauvreté, les distinctions n'étant pas seulement économiques, mais civiques, psychologiques et politiques (*humiliores*). L'« évergétisme traditionnel », comme « mécanisme de régulation » (chapitre 5, p. 141-153) se poursuit, malgré quelques réserves de la part d'évêques (p. 142) – les services de bienfaisance étant d'une grande variété (p. 147) – et le patronage instaure souvent un certain clientélisme (p. 152). Dans la « charité et l'assistance chrétiennes » (chapitre 6, p. 155-171), l'auteur se garde de tout optimisme, mais elle n'a sans doute pas utilisé toutes les sources – elle sont nombreuses – qui auraient pu nous éclairer sur les richesses des Églises, et elle omet de citer les établissements d'assistance de Constantinople et ceux d'Arménie Mineure créés par le patriarche Nersès.

On passe ainsi très naturellement à la troisième partie, consacrée aux acteurs économiques : « les hommes et la terre » (chapitre 7, p. 175-200) : utiles précisions de vocabulaire relatif aux fermes et aux villages, la place des tenanciers, le « mythe des paysans-soldats », des considérations sur l'habitat rural, fondées notamment sur l'étude de 700 villages en Syrie. À nouveau, le chapitre 8 (p. 201-238), « les hommes et les métiers : marchands et artisans », nous vaut un tableau très vivant des professions, y compris en milieu rural, de leurs échoppes ou de leur cadre de vie, de leurs « cahiers des charges », pourrait-on dire, de leur vie associative et de leur formation professionnelle. L'« esclavage et le travail non libre » (chapitre 9, p. 239-260) est décrit sous ses principaux aspects : l'« approvisionnement » accidentel ou par naissance, les domaines d'activité et la qualification des hommes et des femmes, le régime familial, la « sortie » de l'esclavage (affranchissement, rachat personnel). Enfin, est brièvement analysée la position de l'Église à l'égard d'une structure sociale et économique qui, selon les études récentes, n'a pas numériquement diminué, même si le sort des esclaves s'est adouci sous son influence (des clercs ont des esclaves).

Sont traités enfin des sujets controversés dans l'historiographie moderne : la famille (chapitre 10, p. 263-283) dont le modèle « traditionnel » se maintient bien, l'influence de l'Église (et de la législation des empereurs chrétiens) dans ce domaine

étant cependant, selon l'auteur, difficile à établir, dans la mesure où « la réalité sociale est parfois plus complexe » (p. 281) : remariages, mariages « mixtes », exercice de la sexualité. On perçoit les mêmes perplexités dans le chapitre 11, « Éducation et culture » (p. 285-305) : dans les pages enlevées, l'auteur souligne le rôle de grands centres culturels (Antioche, rivale d'Athènes), signale le rôle de nouvelles formations (ou compétences), comme la sténographie ou tachygraphie, le latin, le droit qui viennent compléter, voire dans l'esprit de certains, supplanter la rhétorique – discipline reine dont Libanios se fait l'ardent défenseur, non sans nostalgie. Si sont moins connus les salaires des professeurs et l'exemption des *munera civilia* dont ils bénéficient, les développements relatifs à la loi scolaire de l'empereur Julien paraissent moins convaincants. Enfin dans « la société et ses cultes » (chapitre 12, p. 307-333), B. Cabouret conclut assez nettement en faveur de celle des deux thèses historiographiques qui voit dans l'Antiquité tardive une société somme toute « tolérante », « consensuelle », de cohabitation presque paisible, de paix sociale obtenue, ou du moins favorisée par les fêtes traditionnelles devenues civiques (pas une allusion cependant aux tracas causés pendant des décennies par les Ariens : leurs victimes en étaient-elles si peu nombreuses ?). L'autre thèse, celle d'un christianisme « clivant » semble avoir les faveurs de l'auteur, quand il s'agit de souligner par exemple la personnalité « doctrinaire » (*sic,* p. 329) de Jean Chrysostome.

La conclusion de l'auteur (« Tensions et mouvements sociaux », p. 335-341) s'établit comme un constat d'une « société finalement consensuelle ». Cette synthèse fort riche s'appuie sur une très vaste bibliographie (p. 343-380), suivie de plusieurs index (noms propres et, ce qui sera particulièrement précieux, « index thématique détaillé », p. 391-409). L'ouvrage comprend en outre, vers le milieu, un cahier de seize pages de cartes et de planches en couleurs, qui s'ajoutent à la mosaïque de Megalopsychia (Yakto) sur la couverture. C'est donc un instrument de travail presque complet qu'offre l'auteur aux étudiants et aux chercheurs.

Nous disons *presque* complet, car malgré l'étendue de l'enquête, certaines absences peuvent être signalées. Celle de l'armée – « sujet à part » – l'est par l'auteur elle-même (p. 20) pour « des raisons éditoriales ». Un chapitre dû à une autre plume aurait peut-être pu avantageusement combler ce vide. Les langues locales auraient mérité un bref développement, celles d'Asie Mineure ayant déjà fait l'objet du recensement de K. Holl (1908). Copte et syriaque sont seulement mentionnés à quelques reprises, mais rien n'est dit de l'arménien dans les régions situées à l'est de la Cappadoce ni des problèmes posés par l'installation de barbares dans l'empire, dont la langue maternelle était pour certains le gothique (Chrysostome est ici aussi une source). Surtout l'information semble presque exclusivement tirée de sources grecques. Il eût fallu au moins signaler la pratique de l'araméen d'empire (sur laquelle insistent des travaux récents). Pas un mot non plus de la communauté perse vivant repliée sur elle-même en Cappadoce et que Basile de Césarée signale comme une curiosité à son correspondant Épiphane de Salamine. Une autre absence regrettable est celle des communications et des voyages, en dehors d'une allusion rapide au *cursus publicus* – soit par voie de terre à travers des régions escarpées (les cartes en grisé ne permettent pas bien de se rendre compte du relief), soit par mer (les travaux de J. Rougé sur la durée des voyages ne sont pas mentionnés).

Sans doute plus de la moitié des sources citées – parfois traduites – sont tirées des œuvres de Libanios (dont l'auteur est une spécialiste) et de Jean Chrysostome. Elles sont effectivement fort riches et B. Cabouret n'est pas la première à utiliser le vaste corpus du prédicateur antiochien pour illustrer quantité d'aspects de la société de l'Antiquité tardive. Dans un mémoire lu le 15 février 1737 à l'Académie, Montfaucon avait déjà brossé un tableau des « Modes et usages du siècle de Théodose le Grand et d'Arcadius son fils » (publié en 1740 ; voir aussi le t. XIII

[1738] des *J. Chrysostomi Opera*, p. 179-suiv.). Il est regrettable que les œuvres littéraires des Cappadociens soient si peu exploitées (R. Teja, Salamanque, 1974, absent de la bibliographie).

Enfin le sujet, capital pour la période traitée, de la christianisation, n'a peut-être pas été analysé avec toute l'attention nécessaire (même pour la législation), alors qu'il a fait récemment l'objet de colloques (le préfacier a d'ailleurs participé comme moi à celui de Cologne en mars 2013, publié à Bonn en 2017). Même si l'on adopte le terme de christianisation (certains, tel G. Dorival [1997], lui préfèrent en effet celui de « mutation des idées et valeurs chrétiennes »), il convient de ne pas se méprendre sur la mise en pratique effective de comportements inspirés par l'Évangile : tout éducateur, tout enseignant, tout parent sait qu'il ne suffit pas de recommander telle action ou d'exhorter à progresser pour qu'une admonestation, même vigoureuse, soit suivie d'effet. C'est alors peut-être faire preuve de rigorisme que de s'étonner que les évêques répètent (inlassablement ?) leurs appels à la « conversion » et que ceux-ci semblent, à en juger par la médiocrité des fidèles, rester plutôt lettre morte.

Puisqu'ici ou là l'auteur se montre sensible aux problématiques modernes, il n'est que d'observer la société actuelle pour constater que les invitations – souvent soutenues par des lois de plus en plus nombreuses – à vivre ensemble, à cultiver la fraternité restent bien souvent inefficaces. L'embarras du lecteur s'accroît quand B. Cabouret semble regretter l'intransigeance de Jean Chrysostome. Quelle eût été son appréciation si elle avait puisé dans les homélies de Basile de Césarée, qu'on a appelé un « aristocrate révolutionnaire » (J. Gribomont) ? En réalité, comme J. Kirchmeyer (1967) l'a montré, pour les Pères grecs et Chrysostome tout particulièrement, on n'est pas chrétien à mi-temps ou, si l'on préfère, une attitude « évangélique » n'est pas pour eux matière à option. Certes, il n'appartient pas à l'historien de porter un jugement sur l'application plus ou moins fidèle de préceptes chrétiens ni sur le retentissement de celle-ci dans la vie sociale et politique, mais une meilleure prise en compte des exigences rencontrées par la population « christianisée » eût conduit, pensons-nous, à un constat plus nuancé.

Malgré ces légères divergences relatives à un domaine discuté parmi les historiens, cette vaste synthèse, qui comble une lacune et qui s'appuie sur de très nombreux exemples, rendra les plus grands services et, n'en doutons pas, suscitera à son tour bien d'autres travaux.

Benoît Gain.

Histoire des religions

Marcello De Martino, *Il mattatore sacrificale, il coltello e la vittima. Morfologia del dio indoeuropeo della guerra e genesi delle tre funzioni duméziliane* (Speaking souls – Animae loquentes, Linguistica, antropologia e storia delle religioni, 7) : Lugano, Agorà & Co 2020, 2 volumes, 542 et 454 pages.

Marcello De Martino a été l'initiateur, à partir de 2017, de la collection « Speaking souls – Animae loquentes », spécialisée dans le domaine de l'histoire des religions, qui s'est fait une place remarquée dans ce secteur – et dont le